

PROTOCOLE D'ENTENTE
ENTRE
LE CONSEIL DU TRÉSOR DU CANADA
ET
L'ASSOCIATION CANADIENNE DES EMPLOYÉS PROFESSIONNELS
EN CE QUI CONCERNE

1. Ce protocole vise à donner effet à l'entente conclue entre l'employeur et l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP) au sujet du processus à suivre pour modifier les conventions collectives des unités de négociation suivantes :

Économique et services de sciences sociales (EC)
Traduction (TR)

dans le but d'aborder les différences qui existent en ce qui concerne les modalités des conventions collectives mentionnée ci-dessus et les modalités qui s'appliquent actuellement aux membres civils des groupes professionnels de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Les membres civils seront compris dans les groupes professionnels du Conseil du Trésor (CT) à la date publiée dans la *Gazette du Canada* à laquelle les membres civils sont réputés avoir été nommés en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. Le tableau suivant illustre les groupes professionnels et les unités de négociation pertinents.

Unité de négociation (UN)	Groupe professionnel du CT	Groupe professionnel de la GRC
Économique et services de sciences sociales	Économique et services de sciences sociales (EC)	Économique et services de sciences sociales (SP-ESS)
Traduction	Traduction (TR)	Interprète/Traduction (TRL)

2. L'employeur et l'ACEP s'engagent à tenir des discussions significatives de bonne foi en ce qui a trait aux unités de négociation en question.
3. Les parties conviennent que, si les membres civils sont inclus dans les unités de négociation du Conseil du Trésor, soit par une décision de la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral (CRTESPF) en vertu de l'article 58 de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* (LRTSPF) ou à partir de la date à laquelle ils sont réputés être nommés en vertu de la LEFP avant que les parties ne concluent leurs négociations, que les modalités des conventions collectives pertinentes, assujetties au paragraphe 4 du présent protocole, ne s'appliqueront pas tant que les parties n'auront pas achevé le processus de négociation ou que les parties conviennent de modifier les conventions collectives afin de les modifier en raison des négociations.
4. a) Les articles des conventions collectives des unités de négociation mentionnées ci-dessus relatifs au précompte des cotisations syndicales (article 10 (EC) et article 11 (TR)), à l'utilisation des locaux de

l'employeur (article 9 (EC) et article 8 (TR)) et aux réunions préparatoires aux négociations contractuelles, aux séances de négociations contractuelles et autres (articles 14.10, 14.11 et 14.12 (EC); articles 10.05, 10.06 et 10.07 (TR)) s'appliqueront à compter de la date à laquelle les membres civils concernés deviennent membres des unités de négociation respectives.

b) Pour une certitude accrue, il est entendu que les taux d'augmentation de la paye et d'indemnité qui s'appliquent aux groupes professionnels de membres civils compte tenu du jumelage de leur paye avec celle des groupes professionnels du Conseil du Trésor indiqués ci-dessus ne sont pas touchés par le paragraphe 3.

5. Signé le _____

Conseil du Trésor du Canada

Association canadienne des
employés professionnels